



ECO & DEV

Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT

N° 49 DU 26 MAI 2016 PRIX 250F CFA AFRIQUE / 1 EURO EUROPE

ZOOM SUR LE TOGO EMERGENT



ECONOMIE

POLÉMIQUE AUTOUR DU FCFA

Les avoirs de la BCEAO en monnaies étrangères au 31/12/2015 s'élèvent à 5 389 549 (Millions FCFA) en Europe contre 5 771 (Millions FCFA) en Afrique

La Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) a publié en avril 2016 sur son site ses états financiers exercice 2015 élaborés sur la base des normes comptables internationales d'information financière (IFRS) et des règles spécifiques à la Banque Centrale.

P.7

ECONOMIE AU TOGO

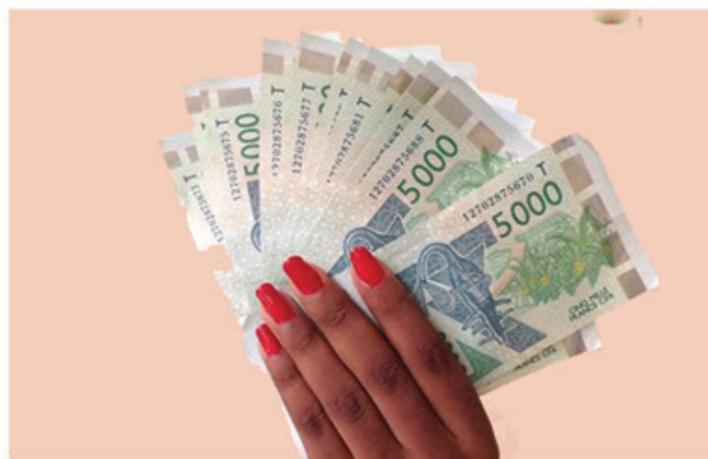
Pourquoi Ernst & Young classe le Togo outsiders des 20 pays africains les plus attractifs pour les investisseurs en 2016 ?

P.3

DÉVELOPPEMENT



LES RÉFORMES MARITIMES
AU CŒUR DU
DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE



LE TOGO VA ÉMETTRE DES BONS
DE TRÉSOR POUR 20 MILLIARDS FCFA
SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL



MALIK NATCHABA :
LA NOUVELLE DYNAMIQUE
À LA SALT

ESPACE PUBLICITAIRE Tél: 90 30 85 10

ECO FLASH

Sur les pas des grandes puissances mondiales, la Corée du Sud accélère son offensive économique en Afrique



Accompagnée de 111 chefs d'entreprise, la présidente sud-coréenne Park Geun-hye a entamé le mercredi 25 mai une tournée de sept jours en Afrique en vue de « renforcer les liens de partenariat et la coopération économique » avec le continent, selon un communiqué publié par la Maison Bleue. L'Éthiopie sera la première étape de cette tournée. La dirigeante sud-coréenne doit ensuite se rendre en Ouganda (du 28 au 30 mai) et au Kenya (du 30 mai au 1er juin). « L'Afrique est le dernier moteur de croissance à l'échelle mondiale. Au regard de l'amélioration de la stabilité politique, de la forte croissance économique et de l'augmentation attendue des ménages appartenant à la classe moyenne, de nombreux pays tentent de tirer profit du potentiel de ce continent », révèle la même source. Un nouveau programme d'aide au développement baptisé «Korea Aid», sera lancé dans les trois pays figurant dans le programme de la tournée africaine. Il s'agit notamment de camions qui apporteront des aides aux populations locales dans de nombreux domaines, dont la santé et la nutrition. Des projets de coopération ayant pour objectif de créer un environnement favorable aux affaires pour les entreprises coréennes seront aussi lancés en Éthiopie, en Ouganda et au Kenya. La Corée du Sud a déjà réalisé de nombreux investissements en Afrique. Ces investissements sont portés par des organismes publics comme la Korea International Cooperation Agency qui a financé des projets agricoles dans 21 pays du continent ou encore la société pétrolière SK Group qui compte des intérêts dans six pays africains ainsi que par des groupes privés comme Samsung et Daewoo. L'agence sud-coréenne de promotion du commerce et de l'investissement (Kora Trade-Investment Promotion Agency/Kotra) compte déjà des antennes dans sept pays africains, dont l'Éthiopie, le Ghana et le Cameroun. Le commerce bilatéral entre l'Afrique et la Corée du Sud est passé de 5,7 milliards de dollars en 2000 à 22,2 milliards en 2011, selon les dernières statistiques disponibles.

Economie au Togo: Pourquoi Ernst & Young classe le Togo outsiders des 20 pays africains les plus attractifs pour les investisseurs en 2016 ?



Le Togo durant les dix (10) dernières années n'a ménagé aucun effort dans l'amélioration du climat des affaires, des opportunités et des investissements avec la mise en place d'une politique de création d'un Centre de Formalité des Entreprises au seuil de la globalisation et en vue d'améliorer l'environnement de l'Entreprise au Togo. Egalement, le guichet unique qui est la plateforme électronique qui offre aux opérateurs et aux usagers intervenant dans les opérations de commerce extérieur du pays: le Port de Lomé, les postes frontières et l'aéroport.

De ces réformes, on note, une chambre commerciale pour réduire de manière significative, le temps de traitement du contentieux commercial, d'atteindre un taux annuel de 70% d'affaires jugées sur les affaires enrôlées au cours d'une année aussi bien en première instance qu'en Cour d'appel, d'améliorer le climat des affaires et susciter l'attraction des opérateurs économiques. Les autorités ont fait introduire aussi un nouveau code d'investissement à la loi N° 2012-001 portant nouveau Code des Investissements en République Togolaise en vigueur dont l'objectif est de promouvoir, faciliter et protéger l'investissement durable et responsable au Togo. Toutes ces conditions en vue de faciliter de faire des affaires au Togo, ce qui a permis au Togo d'être parmi les 10 pays les plus réformateurs en 2015 et de pouvoir gagner dans le classement Doing Business 2016, 2 places allant de la 152ème à la 150ème place. D'autres impacts positifs s'y ajoutent à ces exploits dont le port autonome de Lomé à une eau profonde, les nouvelles infrastructures (les routes, les hôtels, la nouvelle aérogare, l'espace agricole...). Des investisseurs marocains, Égyptiens, allemands, turcs, suédois, français en sont séduits par ces opportunités créatrices de richesses. Malgré ces efforts agréablement loués par la communauté internationale économique et financière, il se révèle que selon l'édition 2016 du baromètre de l'attractivité de l'Afrique publié par le cabinet d'audit Ernst & Young, le Togo ne figure pas parmi les 20 pays africains les plus attractifs pour les investisseurs en 2016. A en croire cette nouvelle publication d'Ernst & Young, malgré le ralentissement de son économie, l'Afrique du Sud reste le pays le plus attractif pour investisseurs sur le continent. Intitulée «Attractivité de l'Afrique en 2016: Naviguer dans les incertitudes en Afrique», l'étude a évalué les progrès réalisés dans les domaines de la gouvernance, la diversification, les infrastructures, les opportunités d'affaires et le développement humain ainsi que la résilience probable des économies dans le contexte des pressions macroéconomiques actuelles. Le Maroc est le deuxième pays africain le plus attractif. La Côte d'Ivoire ferme, quant à elle, le Top 10. Le Nigeria, première puissance économique du continent n'arrive qu'à la 15è position, en raison notamment de ses mauvais scores dans les domaines de la gouvernance et du développement humain. L'Afrique du Sud, qui reste le pays le plus développé du continent, doit son rang à ses bonnes performances dans les domaines de la gouvernance, de la diversification économique, des infrastructures, des opportunités d'affaires et du développement humain. L'étude révèle, par ailleurs, que l'Afrique « a été l'une des deux seules régions au monde où le nombre d'IDE a progressé en 2015 ». Le nombre de projets lancés par des investisseurs étrangers sur le continent a en effet atteint 771 projets en 2015 contre 722 en 2014, soit une hausse de 7%. A l'échelle mondiale, le nombre de projets d'IDE a chuté de 5% l'an passé. La valeur des IDE en Afrique a cependant chuté passant de 88,5 milliards de dollars en 2014 à 71,3 milliards en 2015. Ce montant enregistré en 2015 demeure cependant supérieure à la moyenne annuelle de 68 milliards de dollars enregistrée entre 2010 et 2014. Plus généralement, deux tiers des économies d'Afrique subsaharienne continueront à croître à des taux supérieurs à la moyenne mondiale cette année. «Du point de vue de l'investissement, les prochaines années peuvent être délicates, non pas parce que les opportunités ne sont plus là, mais plutôt parce que ces opportunités sont probablement plus inégales qu'elles ne l'ont jamais été. Il est désormais plus important que jamais pour les entreprises et les investisseurs, qui mettent parfois fortement l'accent sur l'évolution de la croissance économique à court terme, d'adopter une approche factuelle et granulaire pour évaluer les opportunités d'affaires et d'investissement sur le long terme», souligne Sugan Palanee, responsable du marché africain chez Ernest & Young. Les 20 pays africains les plus attractifs pour les investisseurs en 2016, selon Ernest & Young : 1-Afrique du Sud 2-Maroc 3-Egypte 4-Kenya 5-Ile Maurice 6-Ghana 7-Botswana 8-Tunisie 9-Rwanda 10- Côte d'Ivoire 11-Sénégal 12-Tanzanie 13-Ouganda 14-Éthiopie 15-Nigeria 16-Algérie 17-Zambie 18-Namibie 19-Bénin 20-Mozambique.

Credo

L'industrie salue le meilleur hôtel cinq étoiles du Togo

L'ouverture de l'hôtel international cinq étoiles du Togo « Radisson Blu Hotel 2 Février » en avril dernier ouvre désormais les au prochain Forum africain de l'investissement hôtelier (AHIF), à Lomé du 21 au 22 juin 2016, un parfait exemple d'accomplissement sur un continent souvent perçu comme difficile pour les promoteurs. Le Radisson Blu Hotel 2 Février est le fruit d'un partenariat privé - public entre le promoteur hôtelier, le Groupe Kalyan ; l'entreprise de gestion, Carlson Rezidor et le gouvernement du Togo. Cela a nécessité 18 mois de développement et c'est l'exemple même de projet encouragé par les Nations unies pour le tourisme international (UNWTO), l'agence en charge de la promotion du tourisme responsable, durable et accessible à tous. La session intitulée « Leçons d'une Success Story de Développement d'un Hôtel » explorera comment un hôtel centre de conventions de 320 chambres a pu être bâti en un temps record sur un marché dont le développement des infrastructures est réputé lent. Le panel comprendra les principaux protagonistes qui expliqueront leurs actions pour mener ce projet à bien. Selon Matthew Weihs, Directeur général de Bench Events, organisateur de l'AHIF il s'agit d'un parfait exemple de la manière d'opérer dans le secteur hôtelier et une autre bonne raison d'être optimistes concernant l'investissement en Afrique : « Nous sommes heureux d'accueillir l'ouverture de cet hôtel et, bien entendu, son timing nous permettra de bien porter notre attention sur ce sujet, lors de l'une de nos discussions durant l'AHIF », a-t-il indiqué. Le nouvel hôtel remplit de nombreux critères spécifiés par l'UNWTO qui promeut le tourisme en tant que principal moteur de la croissance économique, d'un développement inclusif et d'une durabilité environnementale. Bernadette Legzim-Balouki, ministre du commerce, de l'industrie, du secteur privé et du tourisme du Togo reconnaît que ce nouvel hôtel luxueux donnera un coup de pouce plus que souhaité à notre industrie du tourisme, déjà en progression. « Il s'agit du développement d'un projet hôtelier marquant une nouvelle ère pour le Togo et nous sommes fiers qu'il ait été réalisé grâce à une collaboration couronnée de succès avec le ministère du commerce, de l'industrie, du secteur privé et du tourisme du Togo. », a lancé Ashok Gupta, Directeur et PDG de Kalyan Hospitality Development au Togo.

Chislain A-

Malik Natchaba : La nouvelle dynamique à la SALT



M. Malik Natchaba l'ex conseiller économique du Président de la République chargée de l'amélioration du climat des affaires et des investissements, mais aussi sur des dossiers relatifs à l'économie et l'administration publique est diplômé de l'ENA (Ecole nationale d'administration – France), titulaire d'une Maîtrise en droit public et d'un Master en finances publiques et fiscalité (Aix en Provence – France). L'ex employé de la société Capgemini Consulting, à la direction générale de Pôle Emploi est devenu depuis ce mois de mai le nouveau directeur général de la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT) en remplacement de M. Akrima Kogoe. Le jeune directeur aura en charge la gestion de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé qui a fait peau neuve aux normes internationales de l'aviation civile d'un montant de 150 millions de dollars environ 75 milliards de francs CFA. Des défis de management attendent le nouveau propriétaire de la SALT par rapport à ces énormes investissements : Comment gérer désormais l'extension de la zone de fret qui passe de 15.000 à 50.000 tonnes traitées annuellement ? La gestion des passagers de l'aéroport de Lomé qui pourra accueillir désormais 2,5 millions de passagers par an contre 450.000 de nos jours ? L'extension du parking avion pour recevoir 15 appareils gros porteurs et un second taxiway construit et l'actuel allongé, un dispositif qui devrait faire gagner 30 à 40% pour les décollages et les atterrissages ! Malik Natchaba saura impulser une nouvelle dynamique de gestion organisationnelle structurelle pour accroître significativement le chiffre d'affaires de la nouvelle plateforme aérienne. Avec une superficie de 21 000 m², l'aéroport de Lomé dispose désormais de trois niveaux : départs, arrivées et transit. Pour le confort des passagers et la rapidité des embarquements et des débarquements, 5 passerelles télescopiques d'accès aux avions ont été installées afin d'éviter les stationnements au large. Dans le hall principal, 24 comptoirs d'enregistrement seront à la disposition des passagers. Outre la compagnie aérienne ASKY, la nouvelle aérogare devrait aussi coïncider avec l'arrivée de nouveaux acteurs comme Turkish Airlines, Egypt Air et Emirates à côté des compagnies historiquement présentes : Air France, Brussels Airlines, Ethiopian, Royal Air Maroc, etc.

La NSCT fait des producteurs cotonniers des heureux gagnants



Ils sont au nombre de 131 lauréats producteurs et productrices de coton au niveau préfectoral, régional et national dans le cadre de la campagne cotonnière 2014-2015 qui sont primés par la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) pour l'amélioration des rendements au champ, la préservation de la qualité du coton, le niveau de production et la solvabilité. En collaboration avec la Fédération Nationale des Groupements de Coton (FNGPC), la société cotonnière a procédé du 6 au 19 Mai 2016 à la récompense de certains meilleurs producteurs, productrices et groupements de producteurs de la filière dans les régions des

Savanes et de la Centrale en présence des autorités des dites localités. Au total plusieurs prix dans neuf (9) catégories ont été retenues : la reconnaissance fidélité au coton, le meilleur producteur de coton par région, la meilleure productrice de coton par région, les meilleurs producteurs de coton par préfecture, les meilleures productrices de coton par préfecture, les meilleurs Groupements de Producteurs de Coton (GPC) par préfecture, les meilleurs Agents Technico Commerciaux (ATC) par région, les meilleurs Coordonnateurs Préfectoraux Actions Coton (CPAC) au plan national et les meilleurs Conseillers en gestion des préfectures (CGP) au plan national. La NSCT a dû déboursé une bagatelle somme de 150 millions de francs CFA lors de ces récompenses aux plus méritants au niveau national et régional. Par ailleurs, des tracteurs, des tricycles, des prix constitués de certificat de mérite, des sacs d'engrais vivriers, des appareils de traitement, d'ordinateurs, de tablettes et d'enveloppes en numéraire ont été remis aux bénéficiaires pour la circonstance. Pour les premiers responsables de la NSCT, ces cérémonies de récompenses qui intègrent aussi les agents de terrains visent à introduire dans la filière cotonnière togolaise un système d'émulation entre les acteurs à la base, afin de les inciter à la culture du coton, de manière optimale et durable. « Au Togo la filière cotonnière se porte relativement bien. Je dis bien « relativement » parce que nous n'avons pas encore atteint les objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de la relance cotonnière dans la mesure où nous venons de 28 000 tonnes de coton-graines pour atteindre 100 000 tonnes la campagne précédente », expliquait Dr DJAGNI Kokou Directeur général de la NSCT au 8^e forum des paysans du Togo à Kara du 07 au 09 Avril 2016.

ENTREPRENARIAT LOCAL PARTICIPATIF À NIMAGNA

Togbui KOMAHE-SESSI James :

« Contribuer au plein emploi et à la réduction de l'exode rural »

Nous sommes à Nimagna, petit village côtier au Sud du Togo à une trentaine de kilomètre de Lomé, sur la Nationale numéro 2. Comme tous les villages du littoral, Nimagna est menacé par la fulgurante avancée de la mer. Alertée, sur une situation préjudiciable à l'environnement à Nimagna, une équipe de la rédaction s'est transportée dans la localité. Un petit tour dans le village nous permet de découvrir une des carrières présumées de Nimagna, effectivement une zone en pleine exploitation de sable. Un tour au palais royal, entre observations, vécus et témoignages, récit d'une initiative de développement local conduite par le chef de village de Nimagna, Togbui KOMAHE SESSI James.

Exploitation de sable ? La vérité des faits :

C'est une toute première question à **Togbui KOMAHE SESSI James**. Après une écoute attentive et minutieuse de nos préoccupations, le maître des lieux exhibe des dizaines de documents (lettres, autorisations, arrêtés) de ce qui est en réalité un projet de développement conçu par le chef pour sa localité. Il s'agit en effet d'un projet de pisciculture, élaboré et mis en œuvre par le Groupement des Eleveurs La Volonté (GRODEVOL) présidé par Togbui Komahé Sessi. Déjà, en septembre 2012, plus précisément le 18, ce groupement a envoyé une lettre portant demande d'autorisation d'installation des piscicultures à la direction préfectorale de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. Ladite demande porte sur un vaste domaine marécageux, appartenant au président du groupement. Le projet qui devrait couvrir un hectare, a été suivi techniquement sur le plan organisation et fonctionnement par les services techniques de la direction préfectorale de l'agriculture et de l'élevage. Une demande d'autorisation d'installation d'étangs sera envoyée au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la pêche, qui en réponse, par arrêté N°055/13/MAEP/Cab/SG/DPA portant autorisation d'installation d'une ferme piscicole, signé du Col Ouro-Koura AGADAZI, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la pêche, autorise le groupement GRODEVOL à procéder à l'installation de la ferme. Le président du Grodevol pour installer l'étang, demande alors l'expertise

d'une entreprise ghanéenne, rompue à la tâche, pour la construction de digues et l'extraction du sable de la fausse. Une note d'information en date du 15 février 2014 sera par ailleurs dans ce sens envoyé à la direction des mines et de l'énergie. Aujourd'hui, un des étangs est déjà finalisé et prêt à l'utilisation. Les responsables de Grodevol, avec l'appui des services techniques du ministère en charge de l'élevage, ont reversé dans l'étang les premiers poissons. En attendant la récolte prochaine des fruits des durs labeurs des membres du groupement et de leurs dizaines d'employés, d'autres ouvriers s'activent sur d'autres sites pour creuser la digue.

Vaste programme de développement de la localité

Après une visite des sites de construction d'étangs de pisciculture à Nimagna, les ouvriers, passants et paysans témoignent de la véritable transformation du village de Nimagna depuis quelques années. « Notre zone est un bas fond. Avant quand il pleut, nous étions inondés et nous traversons l'eau presque au niveau de la poitrine. Maintenant avec le travail de notre chef, qui a promis extraire le sable et créer un étang de pisciculture, nous ne sommes plus inondés ici à Nimagna. Il a aussi beaucoup travaillé sur la sécurité de la zone. Togbé fait beaucoup de travail pour ce village. Ce que payent les véhicules qui viennent extraire le sable, est reversé à l'entreprise qui creuse les digues. Une partie va à l'entretien des pites que nous empruntons dans le village. Il a installé une fabrique de Pure Water des jardins, et un élevage. Il a donné de l'électricité gratuitement aux gens du village, construit une école et prend en charge les instituteurs; Nimagna est un petit village, mais globalement je peux dire que tous les habitants sont satisfaits. Togbui nous a enseigné les valeurs civiques, qui sont l'entraide et le respect de l'autorité », témoigne Dolevo, un habitant de Nimagna qui ne tarit pas d'éloges à l'endroit du chef, qui a su transformer de manière structurel l'économie de la localité. Modeste, Togbui KOMAHE-SESSI James raconte qu'à son arrivée dans le village, le village était pratiquement vide, et tous les bras valides ont déserté la bourgade faute de travail. L'homme, spécialiste de projets de développement s'est rapidement mis au travail, et a mis sur pied de multiples projets, pour donner à ses habitants la joie de vivre à Nimagna, afin d'éviter à ceux-ci de converger vers l'inévitable gouffre de l'exode rural. « Mon premier grand challenge est de réussir à doter le village d'électricité, à partir des fonds propres. Un joyau dont bénéficie aujourd'hui, même les villages riverains de Nimagna tels que Kpessi et Devikinmé », confie, Togbui KOMAHE-SESSI James. Avec plus de trente hectares de superficies cultivés aujourd'hui notamment pour l'arachides, les légumes, les légumineuses, et bien d'autres produits destinés tant à la consommation locale qu'à l'importation, Togbui KOMAHE emploie plus de trois cent jeunes, dont des jeunes locaux, et de divers spécialistes venus d'un peu partout du Togo et même de l'extérieur. Des employés salariés, rémunérés régulièrement et logés dans les nombreux bâtiments mis à leur disposition par leur employeur. Des dizaines de forages installés au milieu des champs permettent d'arroser toutes ces cultures et donc permet à l'exploitation d'être indépendante des aléas du climat, de plus en plus capricieux ces temps-ci. Le village dispose également d'une fabrique d'eau minérale Pure Water et d'une station d'élevage grandeur nature pour provendes, qui emploient les jeunes désœuvrés du village. A cela s'ajoute le projet naissant de pisciculture et bien d'autres projets qu'ambitionne mettre en œuvre, cet ancien militaire pour le développement de la localité où il a les rennes depuis près d'une vingtaine d'années. Le travail et l'exemple de Togbui KOMAHE-SESSI James devrait inspirer d'autres chefs traditionnels, et responsables de tous les niveaux, pour qu'eux aussi, à leur échelle contribuent de manière aussi efficace au développement de leur localité.

Marc A.

Les réformes maritimes au cœur du développement de l'économie togolaise



Le Togo fait le bilan de la mise en œuvre des recommandations de la 2e conférence maritime et de la réunion du Haut Conseil pour la Mer (HCM) de l'année 2015. Une initiative portée par l'Organisation

nationale chargée de l'action de l'état en mer (Onaem) les 23 et 24 mai à Lomé. Des discussions avec les experts impliqués dans l'action de l'Etat en mer autour des thématiques feront l'objet des débats notamment les innovations du code pénal relatives à la piraterie maritime, la loi relative à la lutte contre la piraterie, les autres actes illicites et l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police de mer, les innovations apportées au nouveau code de la marine marchande et leurs implications sur le transport maritime, l'environnement et les gens de mer. Un partage d'expérience est prévue entre les juristes, les magistrats, les officiers de police judiciaire et assimilés, les agents de la défense nationale togolais et les experts des Îles Seychelles. Cette initiative rentre dans les réformes maritimes instituées par le chef de l'état en vue d'une bonne réorganisation du secteur maritime pour le développement socioéconomique c'est dire sa capacité à pouvoir être la base de la création de la richesse et de l'emploi. Le Togo dispose à cet effet d'un arsenal juridique notamment le code pénal qui prend en compte toutes les procédures judiciaires des actions de l'état en mer, la loi relative à la délimitation des espaces maritimes sous juridiction nationale, la loi sur l'exercice par l'Etat de ses prérogatives de police en mer, y compris sur la ZEE (Zone économique exclusive). « La mer doit être au cœur de l'économie togolaise avec une bonne exploitation du port de Lomé. Le Togo y croit car les avancées significatives observées sont encourageantes », a indiqué Selom klassou, le chef du gouvernement à la 3e réunion de la Conférence maritime le 23 mai dernier. Le Togo entend marquer positivement l'organisation de la conférence sur la sécurité maritime avec l'Union Africaine (UA) en octobre prochain. La France, la Chine, les états unis sont les principaux partenaires du Togo dans cet ambitieux projet.

AFRIQUE les nouvelles du continent, l'Afrique comme elle va...

Dès Juillet Asky planera dans le ciel de New York via Lomé

Après avoir fait toutes les preuves pour conquérir les ciels africains, la compagnie aérienne Asky Airlines, basée à Lomé, au Togo, devrait débiter dès le mois de juillet 2016 la desserte trois fois par semaine, de la ville de New-York aux Etats-Unis. L'opération sera rendue possible grâce à son partenaire stratégique et actionnaire majoritaire Ethiopian Airlines qui, pour les besoins de la cause, mettra à disposition, un de ses gros porteurs Boeing 787. La compagnie indique aussi, que son Boeing 737-800, dont l'annonce de l'arrivée est faite depuis quelques mois, entrera bientôt en service avec une première exploitation sur la ligne Lome-Dakar. Asky rentre donc dans le club très fermé des compagnies africaines qui peuvent offrir à leurs passagers un déplacement sur les Etats-Unis. On retrouve dans ce registre Kenya-Airways, Royal Air Maroc, South African Airways, Egypt Air, ou encore le Nigérian Arik Air. A ce tableau il faut ajouter, les offres des compagnies aériennes comme Air-France, Brussels, Turkish Airways, Emirates, British Airways. Sur son marché direct qu'est l'Afrique centrale et l'Afrique de l'ouest, elle ne sera concurrencée que par Royal Air Maroc, Air-France, Brussels Turkish Airlines ou encore Arik Air, qui peuvent offrir une opportunité de voyage sur les Etats-Unis via une seule escale. Mais le transporteur pourra défendre l'avantage compétitif du temps de voyage. Il sera en effet plus facile de rallier New-York par Lome partant du Tchad, de la RCA ou du Cameroun que de passer par Istanbul.

Le Fonds saoudien accorde près de 17 millions de dollars au Togo

Le Togo a bénéficié d'un financement du Fonds Saoudien de près de 17 millions de dollars à la réhabilitation de la route Sokodé-Bassar (RN17). Ce financement permettra de réhabiliter d'une part la route nationale N°17 qui relie les régions Centrale, Kara et Savanes et d'autre part d'assurer le contournement des Monts Malfakassa et l'aménagement de la bretelle de Binaparba. Ce montant s'ajoute aux financements déjà accordés pour le même projet : 10 millions de dollars de la BADEA (Arab Bank for Economic Development in Africa), 17 millions du Fonds koweïtien (FKDA), 12 millions de l'OFID (Fonds de l'OPEP pour le Développement international). Les autorités entendent également recevoir du Fonds d'Abu-Dhabi un montant de 10 millions de dollars. Au Total, le Togo peut compter sur 66 millions de dollars pour l'aménagement de cet axe stratégique. La signature a été faite par le ministre d'Etat en charge de l'Economie et des Finances, Adji Otèth Ayassor le mercredi 25 mai à Lusaka (Zambie).

Le Togo va émettre des bons de trésor pour 20 milliards FCFA sur le marché régional

Le Togo va émettre des bons de trésor d'un montant de 20 milliards de francs CFA (environ 34 millions de dollars), a annoncé l'agence régionale ouest-africaine de planification de la dette UMOA-Titres le 19 mai. L'émission prévue le 25 mai 2016 arrivera à échéance le 23 mai 2018, a-t-on ajouté de même source. Ces bons de trésor, qui auront des taux d'intérêt multiples, seront proposés aux investisseurs des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en unités d'un million de francs CFA lors d'une adjudication organisée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les prix des produits pétroliers chutent mais le gaz butane muet

Après la diminution des prix des produits pétroliers en décembre, en mars et en avril derniers, de nouveaux tarifs seront observés à compter de ce mercredi 25 mai. Le Super Sans Plomb passe de 471 FCFA à 452 F CFA ; le gazole, de 518 FCFA à 455 F CFA ; le pétrole lampant, de 424 FCFA à 403 F CFA et le mélange deux temps, de 575 FCFA à 537 F CFA. Le prix de la bouteille du gaz butane demeure inchangé.

CONSULTEZ NOS INFORMATIONS EN LIGNE SUR
www.horizon-news.info

Les 10 chaines hôtelières en Afrique en 2016

Ibis Styles s'est détaché du peloton de tête parmi les hôtels planifiés en Afrique, laissant loin derrière Hilton et Radisson Blu, alors qu'ils se partageaient depuis des années les deux premières places du classement. Selon l'enquête annuelle de réseau de W Hospitality Group Hotels Chain Development, Ibis Styles détient la première place parmi les 10 enseignes avec 28 hôtels planifiés. Ils sont suivis par Radisson Blu avec 25 établissements, Mercure avec 24 et Hilton relégué à la quatrième place avec 16. Les classements d'Ibis Styles en tête et de Mercure au troisième rang sont dus au gigantesque contrat conclu par AccorHotels autour de 50 hôtels en Angola. L'enquête 2016 de W Hospitality Group apporte une image globale du développement hôtelier à travers le continent - 36 chaînes hôtelières et 86 enseignes avec plus de 64 000 chambres dans 365 hôtels. L'enquête, actuellement dans sa huitième édition, est publiée en préambule du Forum de l'investissement hôtelier (AHIF), organisé par Bench Events et qui se tient au Togo les 21 et 22 juin. Voici le classement : 1-Ibis Styles 2-Radisson Blu 3-Mercure 4-Hilton 5-Marriott 6-Hilton Garden Inn 7- Swiss Spirits 8-Golden Tulip 9-Sheraton 10- Four Points by Sheraton

Le Togo célèbre l'intégration africaine

Le ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine a lancé le 24 mai 2016, à Lomé, la première édition de la Semaine de l'intégration africaine au Togo avec l'organisation d'une grande conférence sur la thématique. L'initiative rentre dans le cadre de la commémoration des 53 ans de l'Union Africaine le 25 mai 2016. Le concept d'intégration inclut plusieurs notions dont l'économie et la culture, les échanges techniques et technologies, et la politique. A cet effet, chaque État doit s'en approprier tout en sachant que l'intégration doit passer par la coordination et l'harmonisation des politiques de développement et la libre circulation des biens et des échanges entre les différentes nations. Le ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine remonte ainsi à l'unité Africaine préconisée par les pères panafricains notamment Kwami Nkrumah. La Semaine de l'intégration est une occasion pour échanger davantage avec les communautés étrangères et mieux les connaître, de sensibiliser sur les avantages d'une intégration réussie et de probables opportunités d'affaires. Des réflexions seront engagées sur le développement de l'Afrique confrontée à la question de l'insécurité maritime. Expositions d'œuvres d'art présentées par les communautés étrangères installées au Togo, expositions des produits artisanaux et danses traditionnelles marqueront l'événement.

FORMATION EN ART GRAPHIQUE COURS PERSONALISES À DOMICILE

INDESIGN · ILLUSTRATOR · PHOTOSHOP

Tél: (228) 92 10 17 99 | 90 58 83 88

ECONOMIE ET DEVELOPEMENT

Révisé N°0494/08/04 HAAC

Directeur de Publication
joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
joseph Ghislain
Raïssa

Infographie
Katherin AFANOU-A.
(228) 92 10 17 99

Imprimerie
La Colombe

Tirage
2000 Exemplaires

DOSSIER : INFRASTRUCTURES ET DÉVELOPPEMENT**Quand le PURISE fait renaître l'espoir de vivre dans le quartier d'Adakpamé !**

Lomé, connaît déjà quelques pluies battantes, annonciatrices de la grande saison pluvieuse. Les populations d'Adakpamé qui autrefois en étaient des éternelles victimes sont aujourd'hui sereines. Ceci grâce aux travaux d'aménagements faits dans le quartier via le Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE)

L'histoire des dix dernières années du quartier Adakpamé (à l'est de Lomé) mérite d'être intégrée dans des recueils de contes. Jusqu'en 2013 encore, il suffit que la petite saison des pluies pointe son nez que la désolation et la tristesse se lisent sur les visages des habitants dudit quartier puisque dans le vocabulaire desdits habitants le mot « pluie » rime trop souvent avec « inondation ». Et on y remarque des maisons, des chambres, des rues, des établissements scolaires envahis par l'eau avec des conséquences impitoyables : la précarité, la faim, l'expansion des maladies telles que le paludisme et surtout la disparition des documents administratifs d'une frange partie de ces populations. Pantalons et pagnes pliés au genou, saut à travers des briques les chaussures à la main, certains habitants affrontaient la situation sans lui trouver de remède efficace. L'Etat, de son côté, multipliait les dons sans pour autant venir à bout de cette tragédie. Vint le consolateur, comme le dirait quelqu'un !

En effet, avec le Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE) lancé par le gouvernement à travers le ministère de l'urbanisme et de l'habitat et financé par la Banque mondiale et le Fonds mondial pour l'environnement, une nouvelle vie semble être donnée à la localité.

L'espoir renaît

Avec le projet de réhabilitation et d'aménagement urbains et périurbains dénommé PURISE, le calme semble revenu à Adakpamé. Le projet a amené à la réhabilitation d'un certain nombre d'ouvrages dans le quartier. Concrètement, grâce audit projet, la rue Malfakassa communément appelée route d'Adakpamé a été aménagée et dispose désormais de canaux de drainage. Aussi a été apporté l'éclairage urbain. Ces actions n'ont pas manqué d'apporter une certaine vitalité comme l'explique Tog-

bui Dagban Ayivon IV, chef du quartier, « La qualité des déplacements des personnes et des biens a été améliorée à cause des routes bitumées. En période de pluie, les difficultés que nous avons dans le temps sont plus ou moins atténuées. Il y a aussi l'éclairage urbain lié à la rue qui a apporté beaucoup plus de vitalité à notre zone. Des commerces se font jusque tard dans la nuit. Il y a l'installation de nouveaux services et de bars qui jonchent le long de cette voie. Pour preuve cinq ou six bars ont émergé aujourd'hui au niveau de point de départ de cet aménagement, endroit que nous appelons communément fin pavé; et sur le tronçon restant, vous pouvez énumérer une vingtaine d'autres bars. L'aménagement de cette rue a amélioré l'habitat riverain. Les anciens bâtis ont cédé, aujourd'hui, à de nouvelles constructions. Nos terrains ont pris de la valeur également. De 05 à 10 millions, ils sont passés au quadruple. Il y a donc une valeur ajoutée énorme qui amène à des retombées économiques sans précédent. Les canaux de drainage ont amélioré la qualité d'évacuation des eaux. Cela a atténué autant que faire se peut le problème d'inondations. Les pluies qui s'annoncent ne nous effrayent pas comme avant. Nous sommes sereins. Avec les lampadaires, la sécurité est beaucoup plus améliorée puisque généralement, c'est à la faveur de l'obscurité que les malfrats commettent leurs forfaits. Au niveau sanitaire, le fait que les gens se déplacent rapidement vers des structures sanitaires est intéressant. Aussi les eaux ne stagnent plus à la surface, des maladies comme le paludisme sont évitées. La lumière due à l'éclairage urbain atténue la prolifération de certains microbes et bactéries. La sérénité des populations est un plus à la santé aussi. Enfin, il y a une certaine appropriation du quartier par ses habitants, ils se sentent plus à l'aise et fiers d'y demeurer. Certains disent d'ailleurs qu'Adakpamé est devenu un « Petit Paris ». Avec

la grande saison pluvieuse qui s'annonce, les habitants d'Adakpamé n'ont plus la peur au ventre. Kodjo Mensah, un jeune tapissier rencontré dans le quartier est également confiant. « En 2010, notre maison a été inondée et nous en avons vraiment souffert pendant de long mois. Aujourd'hui, les mesures semblent être prises et une grande fierté m'anime pour ce faire. Depuis quelques temps, qu'il fasse nuit ou jour, les pluies diluviennes ne nous dérangent plus, ma famille et moi. Après la pluie, on peut vaquer librement à nos occupations ce qui n'était pas possible il y a quelques années ». Amina Sourou, une jeune revendeuse au marché d'Adakpamé renchérit, « Avec la nouvelle voie et l'éclairage, j'ai installé mon commerce jusque tard dans la nuit. Je me réjouis que tout aille pour le mieux. Ma famille et moi n'avons plus aussi peur des pluies. Les dégâts du passé ne sont plus que des souvenirs ». Les chauffeurs et les conducteurs figurent parmi les plus grands bénéficiaires car beaucoup estiment que les nouvelles routes leur font beaucoup de biens car ils dépensent moins dans l'entretien des engins et leur santé est plus robuste et relaxe « souvent en période de pluie, je suis obligé de garer mon taxi car le tronçon grand marché-adakpamé est impraticable. Si vous osez affronter les nids de poules, c'est à vaut risque et péril mais depuis avec la nouvelle, j'ai l'impression de rouler sur une piste aérien. Le moteur est en forme, la carrosserie pendant les 06 mois n'a pas été retouchée », confie kossito Adjene, chauffeur à la station routière d'adakpamé.

Gestion des infrastructures

Les populations d'Adakpamé ont élaboré leur stratégie pour aménager les ouvrages qui leur ont été accordées. « Nous avons une petite unité de nettoyage et de ramassage d'ordures et nous avons rendu obligatoire l'entretien de ces infrastructures pour tous ceux qui en sont riverains. Nous évitons aux gens de verser dans la rue leurs ordures ou de les jeter dans les caniveaux. Nous avons des opérations de Self help. Deux fois déjà, des associations se sont organisées pour faire une opération Adakpamé propre. Comme perspectives, dès le mois de juin, nous allons rentrer dans la dynamique des quartiers propres instituées par le gouvernement. Nous sensibilisons les populations également pour qu'elles s'approprient ces équipements publics afin qu'en période quelconque de trouble, par exemple, certaines ne pensent pas manifester leur colère en détruisant ces ouvrages. Le CDQ et l'unité de ramassage des ordures apporteront les bonnes informations aux ménages. En gros, nous mettons en œuvre des mesures incitatives. Nous les sensibilisons à la bonne gestion des ouvrages sous peine de sanctions. Et ceci à l'endroit de tous ceux qui posent des actes qui contribuent à la destruction des biens publics. En exemple, nous allons à l'encontre de ceux qui brûlent leurs ordures dans la rue, ceux qui en jettent un peu partout, ceux qui déversent le contenu de leur puisard dans la rue, etc. », a expliqué Togbui Dagban. Outre ces mesures déployées par les populations elles-mêmes, la municipalité assure la pérennité des infrastructures. Des équipes de jeunes du quartier sont déployées par la mairie pour le balayage du boulevard Malfakassa, du grand contournement ainsi que plusieurs routes secondaires. Ces équipes assurent aussi le curage des caniveaux.

PURISE, une aubaine ?

S'il faut reconnaître que PURISE a apporté beaucoup au quartier besoin est de signaler que la tâche est encore grande. Il est à constater que ces ouvrages ne sont pas suffisants parce qu'ayant gagné seulement une partie de la localité. Plus des 3/5 de la localité ne sont pas desservies. « Les ouvrages réalisés doivent être également complétés. Le boulevard Malfakassa a été, par exemple, laissé à mi-chemin; il faut le prolonger pour les commodités. Les canaux de drainage qui amènent les eaux vers les périphéries débouchent sur des exutoires non aménagés. Or dans les environs, il y a des installations humaines. Il faut donc des bassins de rétention pour les eaux chavirées par ces canaux. Il y a également des lacs qui se sont vus drainer vers leurs enceintes. Rapidement, il faut que le lac Adakpamé en projet de construction, soit dragué de façon à leur conférer une plus large capacité de rétention afin qu'ils ne débordent de leurs lits et inonder les voisinages », suggère le chef du quartier d'adakpamé.

D'un coût de 41,82 millions de dollars US soit plus de 19,8 milliards de FCA, PURISE a pour objectif de restaurer, d'accroître et d'étendre l'accès de la population de Lomé et de ses quartiers périurbaines aux services d'infrastructures de base et d'améliorer leurs conditions de vie. Il s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté élaborée par le gouvernement togolais. Il a deux (2) composantes: la réhabilitation des infrastructures (le drainage et l'assainissement, la réhabilitation de la voirie urbaine, l'approvisionnement en eau potable et la réhabilitation du réseau électrique) et le renforcement institutionnel (le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le projet, la mise en œuvre d'une approche participative, le recasement des commerçants occupant les emprises des ouvrages projetés).

ECONOMIE POLÉMIQUE AUTOUR DU FCFA

Les avoirs de la BCEAO en monnaies étrangères au 31/12/2015 s'élèvent à 5 389 549 (Millions FCFA) en Europe contre 5 771 (Millions FCFA) en Afrique



« Les états financiers de la BCEAO satisfont aux dispositions des statuts de la BCEAO en matière de comptabilité et d'informations à fournir », peut-on lire à la même source.

Au 31 décembre 2015, l'or détenu au Siège de la BCEAO et à la Banque de France s'élève à 1 174 234,76 en onces d'une valeur de 780 079 (en millions de FCFA) contre 1 174 237,01 en once d'une valeur de 760 464 (en millions de FCFA) au 31 décembre 2014. L'Or en dépôt à la Banque de France en 2015 en onces est de 1 054 521,73 d'une valeur de 700 550 (en millions de FCFA) contre au 31/12/2014 en onces 1 054 348,87 d'une valeur de 682 821 (en millions de FCFA) soit une variation de 17 729 (en millions de FCFA). Les avoirs en or de la BCEAO au 31/12/2015 en Europe s'élèvent à 700 550 (en millions de FCFA) et en Afrique & Moyen orient à 79 529 (en millions

de FCFA). Les billets et les pièces de monnaies en circulation et détenus par les agents économiques en 2015 sont à la hausse. En effet, le montant est passé de 5 247 777 (Millions de FCFA) au 31 décembre 2014 au 5 863 004 (en millions de FCFA) au 31 Décembre 2015 soit une variation de 615 227 (en millions de FCFA). Les billets en circulation au 31/12/2015 s'élèvent à 5 694 435 (en millions de FCFA) contre 5 082 455 (en millions de FCFA) au 31/12/2014 tandis que les monnaies en circulation sont de 168 569 (en millions de FCFA) au 31/12/2015 contre 165 322 (Millions de FCFA) au 31/12/2014 soit une variation de (615 227) en Millions de FCFA.

A combien s'élèvent les avoirs de la BCEAO à l'étranger?

Les avoirs en monnaies étrangères de la BCEAO au 31/12/2015 s'élèvent à 5 998 380 (Millions de FCFA) répartis tels : 5 389 549 (Millions de FCFA) en Europe, 522 936 (Millions de FCFA) en Amérique du nord 80 124 (Millions de FCFA) en Asie et en Afrique et Moyen Orient à 5 771 (Millions de FCFA). L'analyse des résultats financiers de la BCEAO permet de constater que + de 50% des avoirs en monnaies étrangères de la banque ont été déposés auprès du Trésor français sur un compte d'opérations. Comme en 2014 la BCEAO a déposé dans les livres du Service de Contrôle Budgétaire et Comptable ministériel du Ministère français de l'économie, un montant bien supérieur au minimum prévu dans la convention de compte d'opérations qui la lie à ce service. En effet, l'Avenant n° 1 à la Convention de Compte d'Opérations du 4 décembre 1973 signé entre la BCEAO et le Trésor français et entré en vigueur le 1er septembre 2005 fixe à 50% la part minimale des avoirs en devises à verser sur lesdits comptes d'opérations. La problématique du FCFA se pose toujours avec acuité entre les économistes africains quant au devenir de la monnaie africaine dont la conversion dépend toujours de l'Euro. Beaucoup de voix se sont élevées fin décembre 2015 et courant 2016 dont l'économiste togolais Kako Nouboukpo à un remplacement contre une monnaie propre à aux pays de l'Afrique de l'ouest. Une proposition pour le moment vouée aux calendes grecques par les chefs d'états et de gouvernements de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). La BCEAO est un établissement public international constitué entre les Etats membres de l'UMOA par le Traité du 12 mai 1962, modifié le 20 janvier 2007. Son capital n'est pas divisé en actions. Il est détenu à parts égales par les huit Etats membres que sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La Plaine de l'Oti coûtera environ 21 millions de dollars

La BADEA (Arab Bank for Economic Development in Africa) a accordé le 18 mai un prêt de financement de 9 millions de dollars au Togo dans l'aménagement de la Plaine de l'Oti. C'était en présence Adji Otèth Ayassor, le ministre d'Etat en charge de l'Economie, des Finances et de la Planification du développement et Yousef Ibrahim Al-Bassam, président du conseil administration de la BADEA. Ce fonds servira aux autorités Togolaises à poursuivre la politique agricole et la lutte contre l'insécurité alimentaire par l'augmentation de la production du riz et la mise en valeur des terres agricoles de la plaine de l'Oti. Un accord de financement d'un montant de 10 millions de dollars a déjà été octroyé par l'OFID (Fonds de l'OPEP pour le Développement international) au Togo en octobre 2015 en appui audit projet. Dans l'ensemble, l'aménagement de la Plaine de l'Oti coûtera environ 21 millions de dollars avec une participation de l'Etat à 2,5 millions de dollars.

La maîtrise du projet 35 sur la gestion des déchets chimiques et biologiques dangereux



Le Togo s'engage dans la recherche de solution à la problématique des déchets chimiques et biologiques et prend ainsi des mesures allant dans le sens de la maîtrise de leur gestion dans tous les secteurs afin de promouvoir un développement sûr. Fort de son adhésion aux instruments internationaux traitant des questions chimiques et biologiques, que dans le cadre de l'initiative des Centres d'Excellence (CdE) en matière de lutte contre les menaces d'origine nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (NRBC), le Togo a bénéficié du projet 35 « Gestion des déchets chimiques et biologiques dangereux sur la façade atlantique africaine et en Tunisie ». Le ministère en charge de l'environnement à travers un tel projet entend atteindre un objectif, celui d'améliorer ou instaurer les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets biologiques des dangereux au Togo. L'initiative financée par l'Union Européenne mettra en exergue la formation des formateurs, l'une en gestion des déchets chimiques et l'autre en gestion des déchets biologiques. Du 24 au 26 mai 2016, plusieurs acteurs des structures publiques et privées impliqués dans la gestion des déchets biologiques à cet effet verront leur capacité renforcée dans la gestion des installations chimiques à haut risque et réduction des risques dans la région sur la façade atlantique d'Afrique, l'amélioration de la gestion régionale des épidémies, l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et la gestion des déchets chimiques et biologiques dangereux sur la façade atlantique africaine. Tata AMEGBOH, conseiller technique du ministre de l'environnement et des ressources forestières a rappelé bien qu'essentiel à la vie quotidienne, l'exposition et le recours abusif aux produits chimiques et biologiques présentent potentiellement des risques et effets négatifs pour la santé et l'environnement. « C'est pourquoi, la maîtrise de leur utilisation durant tout leur cycle de vie s'avère primordiale. A ce titre il est essentiel de développer des politiques pour prévenir et atténuer les risques et dangers qu'ils sont susceptibles d'entraîner pour la santé et l'environnement », a-t-il indiqué. Ce projet a démarré avec le Togo en 2014. Les pays tels que Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal, Libéria, Mauritanie, Maroc.



Forum Africain Pour l'Investissement Hôtelier

21-22 juin 2016 Radisson Blu Hôtel 2 Février, Lomé, Togo

www.africa-conference.com/togo

Exploiter la puissance

Dynamiser l'investissement hôtelier en Afrique de l'ouest

